

Unité départementale de la Vendée

La Roche sur Yon, le 10 mai 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



SABOURIN SAS

Le Planty
Saint Georges de Montaigu
85600 MONTAIGU-VENDEE

Références : AP-ENV-D22.0172

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/04/2022 dans l'établissement SABOURIN SAS implanté Le Planty Saint Georges de Montaigu 85600 MONTAIGU-VENDEE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection, inopinée, s'inscrit dans le cadre de l'action régionale en cours en Pays de la Loire sur la thématique incendie dans les ICPE. Elle a permis également d'aborder une demande de l'exploitant concernant la modification de son plan d'épandage des boues de station d'épuration.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SABOURIN SAS
- Le Planty Saint Georges de Montaigu 85600 MONTAIGU-VENDEE
- Code AIOT dans GUN : 0006300905
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

L'activité du site est la transformation de produits laitiers. Son effectif est d'environ 230 personnes. L'inspecteur des installations classées a visité le bassin de confinement des eaux d'extinction d'incendie, et échangé avec deux personnes du service Sécurité et Environnement, dont le responsable, et le responsable Travaux Neufs du site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risque incendie
- Plan d'épandage suite au courrier de l'exploitant du 5 avril 2022

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 27/01/2014, article 2.3.3.2.	/	Sans objet
Moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 27/01/2014, article 7.5.3.	/	Sans objet
Protection des milieux récepteurs	Arrêté Préfectoral du 27/01/2014, article 7.5.4.	/	Sans objet
Modification du plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 38	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Disponibilité et entretien des moyens de lutte	Arrêté Préfectoral du 27/01/2014, article 7.5.2.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspecteur a pu constater l'existence de plusieurs documents (instructions, consignes de sécurité) établis dans le cadre de la prévention et la gestion du risque incendie, avec un effort particulier sur la localisation et le recensement des ressources en eau et moyens d'intervention en cas d'incendie. Certains compléments restent à transmettre à l'inspection des installations classées mais la procédure de fermeture du bassin en cas d'incendie pour collecter les eaux d'extinction apparaît maîtrisée par les personnes en charge de ce sujet au sein du service Sécurité et Environnement.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/01/2014, article 2.3.3.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
Prescription contrôlée : Ces consignes indiquent notamment : [...] - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; [...] - la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler partiellement le site afin de limiter un transfert de pollution vers le milieu récepteur.
Constats : L'inspecteur a pu consulter sur site les documents suivants mis à disposition par le responsable Sécurité et Environnement : - Instruction Technique (IT) "Gestion d'un incendie" du 22/10/2021 ; - IT "Plan de Sauvegarde Sécurité" du 20/10/2021 ; - IT "Maîtrise du risque incendie : moyens matériels, documentaires, humains" du 23/10/2014 ; - Consignes de sécurité "Incendie" du 12/02/2018 ; - IT "Gestion de la pollution des eaux" du 27/08/2020 ; - IT "Mise en place dérivation eau pluviale" du 22/11/2018. Ces documents répertorient, associés aux plans d'évacuation présents dans chaque atelier du site, les moyens d'extinction d'incendie disponibles (poteaux incendie, cuves d'eau avec raccord pompier) et les systèmes de détection et d'alerte incendie. L'IT "Gestion de la pollution des eaux" mentionne qu'en situation d'urgence la vanne de fermeture du bassin de confinement des eaux est actionnée par le service Environnement. Toutefois, le jour de l'inspection, il n'a pu être présenté à l'inspecteur la procédure de fermeture de cette vanne visant à confiner les eaux d'extinction d'incendie sur le site.
Observations : A l'issue de l'inspection, l'exploitant a transmis par message électronique un document non référencé ni daté "Vanne bassin pluvial" indiquant la procédure permettant la fermeture de la vanne de sortie du bassin de confinement des eaux. L'exploitant devra justifier de l'intégration de ce mode opératoire dans le système documentaire du site et préciser l'organisation décidée pour sa mise en œuvre à tout moment en cas d'incendie (disponibilité des personnes en charge de l'actionnement de la vanne notamment).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/01/2014, article 7.5.3.
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau en cas d'incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure qu'en toute circonstance un débit de 900 m3/h (1800 m3 pour deux heures d'extinction) est disponible soit par des poteaux incendie soit par des réserves complémentaires. [...] Pour la STEP l'exploitant s'assure qu'en toute circonstance un débit de 60 m3/h (120 m3 pour deux heures d'extinction) est disponible soit par des poteaux incendie soit par des réserves complémentaires. [...] Les réserves incendie doivent disposer d'une plate-forme stabilisée de 32 m2 (8 m x 4 m), être implantée à une distance maximum de 400 m par les voies carrossables, avoir une hauteur d'aspiration maximum dans les conditions les plus défavorables de 6 m avec une hauteur d'eau minimum de 0,8 m. Si ces réserves sont collectives, l'exploitant dispose de l'accord d'utilisation de son gestionnaire.
Constats : L'exploitant indique que les moyens disponibles pour la ressource en eau en cas d'incendie n'ont pas été modifiés depuis le dossier de demande d'autorisation dont l'instruction a abouti à l'arrêté préfectoral du 27 janvier 2014. L'IT "Maîtrise du risque incendie" liste : <ul style="list-style-type: none">- trois cuves d'eau froide de 200, 125 et 80 m3 avec raccord pompier,- un étang de 10000 m3 avec raccord pompier,- trois bornes incendie.
Observations : L'exploitant devra justifier que les débits des bornes incendie, les capacités des cuves notamment, permettent de satisfaire les ressources en eau fixées par l'arrêté préfectoral, y compris concernant la station d'épuration.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Protection des milieux récepteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/01/2014, article 7.5.4.
Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement
Prescription contrôlée : L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. [...] Si ce bassin est collectif, l'exploitant dispose de l'accord d'utilisation de ce bassin de la part du gestionnaire.
Constats : Lors de la visite du bassin de confinement des eaux d'extinction, l'inspecteur a demandé aux interlocuteurs du service Sécurité et Environnement d'actionner la vanne de fermeture du bassin de confinement des eaux. La fermeture effective de la vanne a pu être vérifiée visuellement dans le regard de visite dédié. En complément, le service Sécurité et Environnement indique réaliser régulièrement des contrôles du bon fonctionnement de cette vanne, en commandant sa fermeture à distance sur l'ordinateur de supervision présent dans le service. Un document de contrôle mensuel "vérification sonde eau pluviale" a été présenté à l'inspecteur pour l'année 2020, comprenant effectivement le descriptif de cette vérification. Au moment de cette visite, le bassin de confinement contenait un certain volume d'eau.
Observations : L'exploitant devra préciser comment il s'assure que le volume nécessaire au confinement des eaux d'extinction d'incendie est en permanence disponible au sein du bassin. Il a transmis, après l'inspection, les documents traçant pour les années 2021 et 2022 les vérifications de fermeture actionnée à distance de la vanne de sortie du bassin de confinement des eaux. Il conviendra de préciser les modalités (responsable, fréquence...) de vérification de l'actionnement de la commande de fermeture de cette vanne au niveau du pupitre de commande disponible au niveau du bassin de confinement, tel que cela a été réalisé au moment de l'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Disponibilité et entretien des moyens de lutte

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/01/2014, article 7.5.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des moyens de détection et lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Tous les matériels de sécurité et de secours (détection, moyens de lutte, équipements individuels...) [...] sont régulièrement entretenus et maintenus en bon état de fonctionnement. Ils font l'objet de vérifications périodiques par un technicien qualifié dont les modalités et les résultats des contrôles sont enregistrés.
Constats : Lors de l'inspection, l'inspecteur a demandé à ce que les derniers rapports de vérification des détecteurs, extincteurs, RIA...) lui soient transmis. Le service Travaux neufs les a fournis par message électronique du 25/04/2022 : <ul style="list-style-type: none">- rapport du 04/06/2021 de vérification de la détection automatique incendie ;- rapport du 04/06/2021 de vérification de la détection incendie ;- rapports du 1er et du 4 juin 2021 de vérification de l'extinction automatique à gaz ;- rapport de vérification des RIA du 1er mars 2021 ;- rapport de vérification des extincteurs du 1er mars 2021. Les résultats de ces contrôles n'amènent pas de remarque particulière de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Modification du plan d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 38
Thème(s) : Risques chroniques, Epandage
Prescription contrôlée : Tout épandage est subordonnée à une étude préalable, comprise dans l'étude d'impact, montrant l'innocuité (dans les conditions d'emploi) et l'intérêt agronomique des effluents ou des déchets, l'aptitude du sol à les recevoir, le périmètre d'épandage et les modalités de sa réalisation. En complément de ces dispositions, l'article 1.2.2. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site du 27 janvier 2014 mentionne que "Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation." L'article 8.1. de ce même arrêté préfectoral définit les conditions d'épandage des boues de station d'épuration du site. L'article L.181-14 du code de l'environnement précise que "Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32."
Constats : Par courrier du 5 avril 2022 adressé à la DREAL, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées d'une étude en cours visant à modifier le plan d'épandage des boues de la station d'épuration du site actuellement autorisé. Il demande si les modifications envisagées peuvent être considérées comme non substantielles et instruites à partir d'un dossier de porter à connaissance.
Observations : Au regard des dispositions réglementaires applicables, l'exploitant doit effectuer une étude préalable à la modification de son plan d'épandage des boues de station d'épuration. Sur la base de cette étude, il doit se positionner sur le caractère substantiel ou notable des modifications envisagées. Dans le cas de modifications notables jugées non substantielles, l'exploitant doit transmettre au préfet un dossier de porter à connaissance incluant l'étude préalable précitée et tous les éléments d'appréciation nécessaires.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet